

# le sport réduit-il (vraiment) la violence ?

Les études contestent l'impact positif du sport sur l'agressivité et la violence. Alors qu'apparaissent ses premières limites, faut-il repenser la politique du sport en France ?

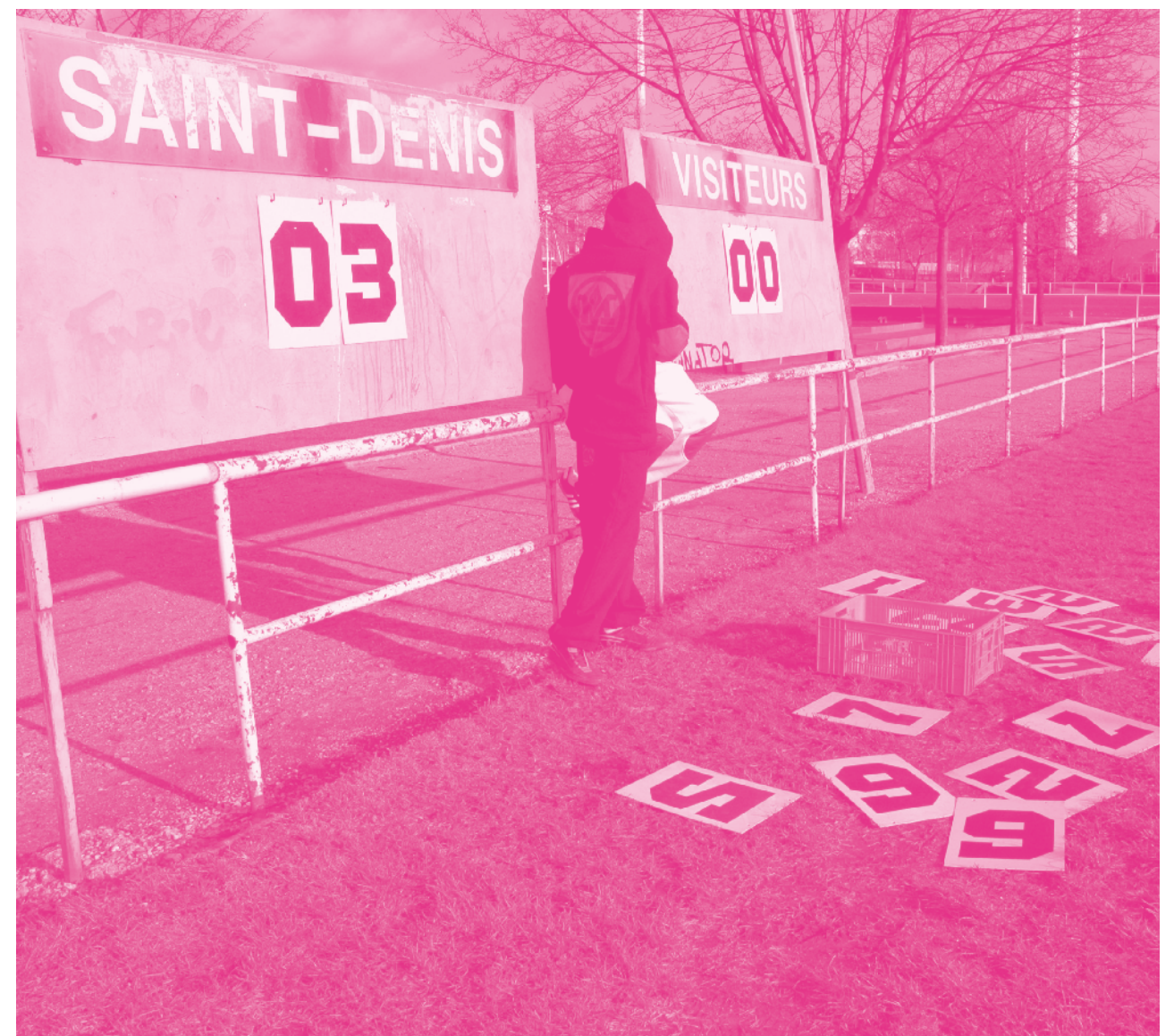
C'est une politique née presque par hasard, en 1960. Le général de Gaulle, furieux du zéro pointé des Français aux J.O. de Rome, lance une grande politique du sport en France. Rapidement, dès le début des années 70, ces grands investissements dans les infrastructures sportives, qui vont de pair avec la construction des « grands ensembles » architecturaux, se voient adjoindre une mission d'œuvre sociale : améliorer l'épanouissement et la santé des Français et pacifier les rapports sociaux des quartiers populaires. Née de ce pari hédoniste, la politique du sport s'est peu à peu retrouvée seule, dernière survivante de l'hécatombe des Trente Piteuses, lorsque les autres bras armés de l'Etat-providence ont perdu de leur vigueur.

Décembre 2005. La France vient de passer un mois à voir des voitures brûler, des cités s'embraser. Les questions surgissent : comment en est-on arrivé là ? Qui est responsable ? Que faire ? Il faut réagir. Un grand plan, et vite. On y mit ce qu'on pouvait, dont du sport. 20 millions d'euros de plus pour l'investissement sportif dans les quartiers difficiles. Une mesure de l'ordre du symbolique qui porte les crédits du Centre national de développement du sport, nouvellement créé, à 236 millions en 2007 (dont 120 millions d'euros sur trois ans pour un Plan national de développement du sport). Mais même symbolique, cette rallonge en disait long sur la rescousse idéologique que pouvait apporter le sport dans la lutte contre la délinquance dans les quartiers. Il ne fallait pas douter, montrer le chemin, et répéter, encore et toujours, l'évidence : le sport guérit la violence. Pourtant, au même moment, dans une étude intitulée « Plus de sport, plus de délinquance chez les jeunes », Sébastien Roché, directeur de recherche au CNRS, s'attaque à

cette hypothèse. Non seulement ce n'est pas le cas, conclut-il, mais c'est souvent l'inverse qui est constaté : la proportion de délinquants est deux fois plus élevée chez les jeunes pratiquant une activité sportive (voir encadré).

« Le ministère n'aime pas s'interroger, car s'interroger, c'est se désavouer »

« Ce qu'il faut retenir de cette étude, c'est que le sport n'est pas un outil de prévention de la délinquance, explique M. Roché. Au contraire, c'est un des facteurs de la violence. Pas le seul, mais l'un d'entre eux. Arrêtons donc de le considérer comme un outil de prévention de la délinquance, et restons-en à le considérer comme un loisir de santé et de plaisir. » Le sport n'aurait-il au moins pas le mérite de lutter contre l'ennui dans les quartiers ou d'« occuper » des jeunes susceptibles d'être tentés par la délinquance ? « L'argument « occupationnel »\* ne tient pas la route non plus. Ce n'est pas parce qu'on joue au foot qu'on n'a plus le temps de commettre un cambriolage ! » s'émeut Sébastien Roché. L'étude n'a pas eu le mérite de lui attirer les bons sentiments de Jean-François Lamour. Le ministre des Sports lui a dit qu'il n'« aimait pas » les résultats. « Lui et son entourage n'aiment pas s'interroger, car s'interroger, c'est se désavouer », explique M. Roché. Les désaveux ministériels, Luc Collard, maître de conférences à l'université Jules-Verne d'Amiens, les connaît bien aussi. Lui a mené une étude pour le compte de l'Education nationale. Sa conclusion : le sport intensif à l'école augmenterait l'agressivité des élèves (voir encadré) « Quand j'ai montré



résultats à l'équipe de Gilles de Robien, ils étaient atterrés, révoltés, ils m'expliquaient que mes résultats étaient faux, que j'avais tort, etc. », explique ce jeune chercheur au regard malicieux, dans son petit bureau lumineux de la fac de STAPS d'Amiens.

« Je leur ai dit : ce n'est pas grave ! L'agressivité, ce n'est pas forcément un mal, ça peut même être utile à certains jeunes. Mais pas à tous. »

Ces études ne font pas que déranger les ministres.

Elles heurtent aussi notre sens commun, où le sport est devenu une valeur qui figure en bonne place. La première réaction est de les rejeter comme des travaux de sociologues éloignés des réalités du terrain, ennemis inconditionnels du sport.

Mais il convient de s'interroger sur notre propre réaction.

Car ces études ont non seulement le mérite de donner quelques éléments de faits sur le sport de masse, mais aussi de poser légitimement la question d'une politique du sport vieille de plus de trente ans.

Car le questionnement n'est pas le grand fort du ministère des Sports. Il y est impossible de parler à certaines personnes chargées de la question de la violence dans le sport, au motif d'un « droit de réserve » à l'approche des élections électorales. Au mois de janvier, on peut dire que le ministère a le sens de l'anticipation. Les personnes chargées des dossiers que nous avons sollicitées nous ont dit avoir reçu l'ordre de ne pas nous répondre.

## 8' « Le sport n'a pas de valeur éducative en tant que tel »

La position officielle du ministère des Sports est de ne pas donner d'importance aux études au motif qu' « elles vont dans tous les sens », bien qu'aucune ne montre d'effet positif dans la lutte ou la prévention de la violence.

« Nous avons conscience que le sport n'est pas le pansement

de tous les maux de la société, explique son porte-parole, mais qu'il est un des outils de la lutte contre la violence ».

Le ministère préfère appuyer sa vision sur « les remontées des milliers de clubs locaux » et les « valeurs » du sport.

C'est donc le terrain, constitué d'un réseau de clubs et d'éducateurs sportifs, qui informerait le ministère.

C'est justement ce biais d'information qui pose problème.

« Tout le monde défend ses intérêts, souligne Sébastien Roché.

Les animateurs et les éducateurs défendent leur beefsteak

et leurs subventions, mais en fait ils ne font pas ce qu'ils

prétendent faire : ce sont plus des entraîneurs

qui encouragent l'agressivité et la triche que des éducateurs. »

Alors, que faire? Une fois qu'on a mis à bas une des dernières

colonnes de l'État dans les quartiers difficiles, que peut-on

espérer? Jean-Philippe Acensi dirige l'Agence pour l'éducation

par le sport, un organisme à fonds mi-publics, mi-privés,

qui travaille depuis dix ans à l'aide aux projets sportifs dans les

quartiers et veille à la mise en place de bonnes pratiques

dans la politique sportive. Pour lui, le progrès passe aussi

par une meilleure formation des éducateurs. « Le sport n'a pas

de valeur éducative en tant que tel, explique cet observateur

lucide. « Si les éducateurs sont mauvais, on aura de mauvais

résultats. Et c'est vrai que l'encadrement est souvent un peu

trop léger, et plus dans les sports de combat et le foot

que dans le judo ou l'escalade ».

« Je crois qu'il faut simplement réfléchir aux conséquences

des différents sports pratiqués en banlieue, réplique Sébastien

Roché. Mettre l'accent sur l'éducatif avec des jeux plus

collaboratifs. Peut être que c'est un peu plus ennuyeux,

mais on mettrait moins à l'écart toute une population qui ne se

sent pas concernée par cette logique compétitive du sport. »

Proposition semblable du côté de Luc Collard :

« Je ne suis pas pour qu'on se dise "le sport rend agressif donc on va l'interdire dans les quartiers". Le vrai problème en banlieue, c'est qu'on applique le mauvais médicament.

On va défendre les sports de combat ou le foot qui

rendent agressifs, alors qu'il faudrait plutôt privilégier les

activités de pleine nature, type escalade ou plongée. »

Miser sur la technique plutôt que sur la compétition.

Travailler sur le long terme. Développer des sports moins

agressifs, et s'en donner les moyens.

Des mots qui reviennent dans toutes les bouches,

chercheurs comme acteurs de terrain. Devant ce beau

consensus, un homme se dresse. Groucho Marx, humoriste

de son état, avait un avis très tranché sur la question.

« Le problème, disait-il, pas dupe, c'est que nous

délaissions le football au profit de l'éducation. »

Marc Préel

Photographie Victoire Le Tarnec



## Ces études qui remettent en cause l'impact positif du sport sur la violence et l'agressivité

**Plus de sport, plus de délinquance chez les jeunes, par Sébastien Roché,**

**2005** : Anonymement, 4.000 jeunes de 13 à 19 ans, interrogés en 1999 et en 2003, étaient invités à quantifier le nombre et la nature des délits qu'ils avaient commis, tout en donnant des renseignements précis sur leur pratique sportive. Résultat : les garçons qui pratiquaient un sport reconnaissaient à 29,2 % avoir commis un délit grave, tandis que ceux qui ne pratiquaient pas de sport étaient deux fois moins nombreux (14,9 %) à se reconnaître délinquants. L'étude mettait également en évidence que plus la pratique était intensive, plus le taux de délinquance augmentait, et que les jeunes de plus de 15 ans issus de milieux populaires étaient aussi les plus sensibles à la corrélation sport-violence.

À l'occasion de l'étude, les jeunes étaient également invités à déclarer où avaient eu lieu leurs dernières bagarres. Là encore, le résultat allait dans le même sens : les terrains de sports arrivaient en tête (24,3 %), devant la sortie de l'école (17,4%) et les discothèques (13%). Dans aucun des groupes étudiés, la pratique d'un sport n'était associée à la réduction de la délinquance.

**La socialisation de l'agressivité, (d'après « Sport et Agressivité », éditions Desiris), par Luc Collard, 2004 :**

Dans le cadre de la réforme du temps scolaire, le ministère de l'Education nationale voulait savoir si faire du sport tous les jours diminuait l'agressivité des élèves. Luc Collard, un chercheur amiénois a alors comparé les comportements de deux groupes de 72 élèves, l'un dit « sportif » (qui faisait du sport tous les jours à l'école), l'autre normal (deux heures hebdomadaires), en les soumettant à un jeu. Les enfants avaient deux possibilités : ou bien une action non agressive (passe amicale ou libération d'un des prisonniers), ou bien un shoot agressif sur un de leurs camarades, afin de l'éliminer. Comme il n'y avait pas d'équipe, l'enjeu était réduit au minimum. Au début de l'année, les résultats des deux classes étaient semblables. A la fin, la classe « sportive » avait vu la part des « shoots » augmenter sensiblement – des deux-tiers aux trois-quarts – tandis que la classe normale avait au contraire vu le nombre de shoots agressifs diminuer. Autre expérience menée : faire jouer des rugbymen, handballeurs et basketteurs à chacun des trois sports.

L'étude montrait que ceux qui pratiquaient le sport le plus violent des trois (le rugby) reproduisaient leur forme d'agressivité (les plaquages) lorsqu'ils jouaient au handball et au basket. Ce qui remet en cause l'idée selon laquelle le sport apprendrait à respecter les règles et à ne pas reproduire en dehors du terrain les gestes qu'on y a appris.

**Jeunes, sport et conduite à risque, par Marie Choquet, Inserm, 1998 :**

Le sport a beaucoup d'atouts, note la chercheuse de l'Inserm (les pratiquants sont en meilleure santé, fument moins et boivent moins d'alcool), mais les conduites violentes ne déclinent pas avec la pratique sportive. Les différences ne sont pas énormes, mais les jeunes (garçons et filles) qui ont une pratique intense (plus de 8 heures par semaine) sont 20 % plus nombreux à avoir commis des actes délictueux que ceux qui ne pratiquent pas.

M.P.

## Les acteurs de terrain, conscients du problème, se veulent moins isolés

Mikaël Grundman, la trentaine, a monté il y a sept ans une section de karaté à l'Île-Saint-Denis, où il exerce comme bénévole. Il est aussi chargé par une école de la commune d'un cours d'éducation civique via le karaté. Son discours d'acteur de terrain, plus nuancé, n'est cependant pas en rupture totale avec celui des sociologues. Les dérives du triangle sport-éducation-subsidation, il les a observées dans plusieurs clubs voisins de Seine-Saint-Denis, à Bobigny, à Saint-Denis ou à Pierrefitte. « Le problème avec les subventions, c'est que certains clubs recherchent plus la quantité que la qualité, et qu'ils s'attachent plus à attirer qu'à éduquer. L'accent va être mis sur le combat, et pas sur la technique. Du coup, c'est n'importe quoi. » Lui plaide pour un meilleur rattachement à l'école, qui nouerait des ponts avec la cité et donnerait un bagage pédagogique aux éducateurs. Mais le dynamique prof de karaté se défend de mélanger les genres ou de s'appuyer sur l'école comme alibi éducatif. « C'est vrai qu'il y a un paradoxe, parce que pour apprendre à se défendre il faut apprendre à agresser, à donner des coups. Si tous les mecs qui se battent dans le coin étaient passés par mon cours de karaté, les urgences seraient pleines! Mais je suis persuadé que quelqu'un qui s'en prend plein la gueule, qui connaît la douleur, aura plus d'empathie. Se faire péter la gueule, c'est une bonne leçon! » Fort de son expérience dans cette petite commune réputée difficile, il peut faire quelques constats. « 50 % de mes élèves viennent effectivement pour apprendre à se battre, à cogner. Ceux-là restent deux ou trois ans. Sur le long terme, pour des gens qui ont été longtemps dans des structures, je pense que le karaté est une école de vie efficace. Mais sur la masse, c'est certain que le sport comme arme contre la violence, ça ne marche pas. »

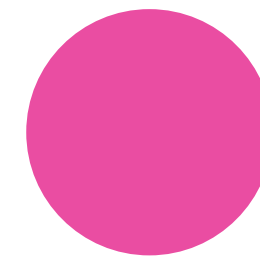
D'autant plus que les sports les plus populaires dans les quartiers difficiles sont aussi les sports les plus exposés à la violence : football, boxe, arts martiaux, rugby, etc. « Il ne faut pas se leurrer, si le foot ou les sports de combat sont populaires en banlieue, c'est parce que ce sont des sports qui ne coûtent rien ou presque », explique Lamine Diarra, 30 ans, animateur sportif depuis qu'il a 15 ans. « Un prof d'escalade par exemple coûte cher, et peu de gens peuvent en profiter ». Lamine, un solide gaillard black qui toise un bon mètre quatre-vingt-quinze, reconnaît que ce serait bien d'introduire d'autres sports. « Quand je me suis mis au basket, au début des années 90, explique-t-il, c'était un sport de gens aisés. Ça m'a permis de rencontrer des gens d'une classe sociale différente. Maintenant, j'ai des amis ingénieurs ».

M.P.



## La Seine-Saint-Denis se remet difficilement de ses années de violence sur les terrains

La Seine-Saint-Denis revient de loin. Un supporter tué par un coup de fusil en 1995, lors d'un match de très bas niveau, une interdiction des matchs de foot en 1999, des incidents graves quasi-hebdomadaires. Le département, que le Ministère de la jeunesse et des sports regarde comme un laboratoire, marchait sur la tête. Renaud, 25 ans, se souvient d'un match de rugby contre Bobigny, en 1998. « A la fin du match, raconte le vélocé trois-quarts, ils ont lâché les pitbulls. Heureusement, les chiens sont passés juste devant nous et ont été bouffer les ballons qu'ils avaient vu s'agiter pendant tout le match. » « Aujourd'hui, le problème s'est déplacé dans les centres commerciaux sans trop qu'on sache pourquoi », raconte Dominique Sanchez, journaliste au journal de Saint-Denis. Mais la violence autour des stades, qui constitue l'autre versant du problème du sport dans les cités, n'a pas disparu. « Les moments les plus chauds, c'est quand on reçoit des villes rivales, Ivry ou Le Blanc Mesnil, explique Jamel, 17 ans, venu encourager un ami lors du match de coupe Gambardella opposant Saint-Denis à Caen, au stade Auguste-Delaune, un grand espace sportif au nord de la cité dyonisienne. Ils viennent avec des poings américains et des gants lestés pour faire mal. Avant ces matches-là, des teuschmi (NDLR : verlan de schmite, policier)



viennent nous voir pour nous prévenir de pas foutre la merde ». Ce jour-là, l'ambiance est plutôt correcte, mais très rapidement les insultes fusent des tribunes. Les échauffourées du terrain sont saluées dans les travées. Une ambiance tendue et délétère qui se fait lourde quand le match se dirige vers une séance de tirs au but. « Il y a quelques années, poursuit Yassine, 23 ans, certains étaient cagoulés et lançaient des boulons ou des cailloux. Mais on ne sait même plus pourquoi on se tape dessus! ». Il reconnaît que la violence a un peu diminué sur ce grand ensemble sportif posé au milieu d'autres grands ensembles architecturaux. « Pourtant, on était comme des loups-garous, se souvient Arsenio, 21 ans. Tout d'un coup, pam! On se changeait en bêtes sauvages. » Les solutions des sociologues? Il en rigole. « C'est sûr que si on pouvait faire du cheval ou du tir à l'arc, on aurait pas pensé à faire ça! » Hasan, qui fait figure de sage à 28 ans, tente une explication. « Peut être qu'on veut gagner une médaille à se fighter (NDLR : battre) comme ça autour des terrains. On est un peu perdus, un peu tordus, vous savez. »

M.P. et Septime Meunier  
Photographie Agnès Ardilouze